

Washington se réjouit de la coalition Gauche-Droite en Grèce



Comme c'était hélas à craindre, une majorité d'électeurs grecs ont été victimes de la campagne d'intimidation et de terreur qui leur a été assénée depuis un mois pour leur faire croire que la sortie de l'euro signifierait l'Apocalypse.



Grèce

LA DROITE PRO-EURO ARRIVE EN TÊTE

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

En ce dimanche 17 juin au soir, les élections législatives grecques semblent donner les résultats suivants, par ordre décroissant :

1°) - les conservateurs de Nouvelle démocratie (ND, équivalent de l'UMP en France) recueillent 29,5% des voix, soit au moins 128 sièges sur les 300 que compte l'Assemblée nationale,

2°) - le parti de gauche Syriza (équivalent du Front de Gauche en France) reçoit 27,1% des suffrages, mais seulement 72 siège.

3°) - le PASOK (équivalent du PS en France) devrait recueillir 33 sièges, et pourraient former une coalition au pouvoir avec ND, afin de mettre en œuvre l'austérité requise pour rester dans l'euro. Les pourparlers pour la formation d'une nouvelle coalition devraient commencer dès lundi 18 juin.

4°) - les "Grecs indépendants" (ANEL, droite nationaliste) devraient recueillir 21 sièges

5°) - le parti néo-nazi, Aube dorée (XA, extrême droite), qui a tellement fait la Une des médias occidentaux pour y jouer le rôle du croque-mitaine, devrait recevoir 19 sièges,

6°) - la Gauche démocratique, un parti pro-européen qui avait quitté Syriza en 2010, devrait obtenir 16 sièges,

7°) - le Parti communiste (KKE), qui est le seul parti politique à proposer clairement la sortie de l'euro et de l'UE, devrait obtenir 13 sièges.

UNE COALITION PRO-EURO PROBABLE

Dès dimanche soir, Antonis Samaras, le leader de ND, a proposé la formation d'un gouvernement de coalition pro-européen, avec les socialistes du PASOK et peut-être aussi la "Gauche démocratique" pro-européenne.

M. Samaras a bien entendu, pour cela, récité la ritournelle des européistes, en égrenant les bobards propagandistes habituels :

« Le peuple grec, aujourd'hui, a voté pour que la Grèce reste sur le chemin de l'Europe et dans la zone euro. Ils ont choisi une politique qui apportera des emplois, la croissance, la justice et la sécurité. »

LES AMBIGUÏTÉS ONT FAVORISÉ LES PARTIS PRO-EURO

S'il se déclare favorable à l'austérité, M. Samaras avait cependant fait mine, pendant la campagne, de vouloir renégocier les conditions du plan de sauvetage du pays. Il avait ainsi fait savoir qu'il aimerait que le plan de rigueur soit étalé jusqu'en 2016, et non 2014.

Son compère socialo-européiste du PASOK avait usé de la même ficelle, en parlant même de 2017.

Ce sont probablement ces vagues promesses d'étalement de la rigueur dans le temps qui ont permis au "NDPASOK" (équivalent de notre "UMPS") de remporter suffisamment de voix pour envisager un gouvernement de coalition.

A contrario, la semi-victoire/semi-échec de Syriza (qui renforce encore ses scores mais qui est battu assez sensiblement par ND) découle peut-être en partie du fait que son chef, Alexis Tsipras, a, lui aussi, cultivé l'ambiguïté.

Pendant la campagne, il a tenu un discours aussi peu crédible que celui de M. Mélenchon en France : car, tout en jouant les Matamores et en annonçant qu'il refuserait les "plans de sauvetage" [sic] en l'état, il avait aussi affirmé qu'il n'entendait pas du tout quitter la zone euro.

Le problème de ce positionnement "mélenchonesque", c'est que les électeurs peuvent en retirer l'impression qu'il faut à tout prix rester dans la zone euro et dans l'UE ; et ils peuvent alors en déduire la conclusion, somme toute

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
logique, qu'il vaut mieux voter pour des partis qui ne risquent pas de se mettre à dos les dirigeants de ladite zone euro...

En un mot, Syriza en Grèce, tout comme le Front de Gauche en France, a failli à son devoir pédagogique : au lieu d'expliquer clairement au peuple pourquoi il faut absolument sortir de l'UE et de l'euro, il a donné aux électeurs le sentiment du contraire.

Dès lors, sa pose alter-européiste apparaît comme peu crédible au plus grand nombre car les électeurs lisent et entendent ce que disent et écrivent les dirigeants des autres pays de la zone euro.

Tout comme le Front de Gauche en France, Syriza a ainsi ouvert la voie à la politique de destruction des européistes qu'il prétendait combattre.

WASHINGTON RAVI

La Maison Blanche n'a pas tardé à réagir.

Son porte-parole, M. Jay Carney, vient de « féliciter les Grecs pour le scrutin législatif qui a ouvert la voie à une coalition de partis favorables à l'euro ».

Et il a mis les points sur les i : « Comme l'ont dit le président Obama et d'autres leaders mondiaux, nous pensons qu'il est de notre intérêt à tous que la Grèce reste dans la zone euro tout en respectant ses engagements sur les réformes. »

La preuve est ainsi apportée, une énième fois, des pressions américaines en coulisse pour que la zone euro n'éclate pas, afin de ne pas menacer d'éclatement le glacis géopolitique américain perfidement dénommé "construction européenne".

Les analyses de Mme Parisot (MEDEF) et de Mme Myret Zaki (magazine suisse Le Bilan), qui osent affirmer que les États-Unis travailleraient en sous-main pour torpiller l'euro, sont, par la même occasion, une nouvelle fois ridiculisées.

François Asselineau